

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1136 le 12 juillet 2020

Dans ce numéro

Au Maroc, arrestation de quatre personnes soupçonnées de préparer des attaques terroristes...

(Page 2)

Des attaques iraniennes contre des missions diplomatiques israéliennes auraient été déjouées par le Mossad...

(Page 3)

À Paris, condamnation de deux anciens employés de la DGSE accusés de trahison au profit de la Chine...

(Page 4)

La Chine aurait commencé à retirer ses troupes de la frontière contestée dans l'Himalaya, selon New Delhi...

(Page 5)

Un jet privé immatriculé aux États-Unis abattu dans l'espace aérien du Venezuela...

(Page 6)

Facebook, Google et Twitter ne répondront plus aux demandes d'informations des autorités de Hong Kong...

(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLES
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Selon Antonio Guterres, la pandémie a mis en évidence les vulnérabilités à des formes nouvelles et émergentes de terrorisme...

Dans un discours prononcé aux Nations unies à l'occasion de la semaine de lutte contre le terrorisme, Antonio Guterres a précisé que Daesh, Al-Qaïda et les groupes affiliés, les néo-nazis, ceux qui défendent la supériorité de la race blanche et d'autres groupes de haine tentaient de tirer profit des divisions et affrontements locaux. Guterres a déclaré que Daesh tentait toujours de se restructurer en Syrie et en Irak. « La pandémie a mis en évidence les vulnérabilités à des formes nouvelles et émergentes de terrorisme, telles que l'utilisation abusive de la technologie numérique, les cyberattaques et le bioterrorisme » a-t-il ajouté. Guterres a souligné que tout comme le terrorisme, le virus aussi ne connaissait pas de limite, et que cette question pourrait être résolue en agissant conjointement et a mis l'accent sur la nécessité du partage des renseignements.

(La voix de la Turquie, le 07-07-2020)

Signature d'un accord portant sur le renforcement par l'Iran des systèmes de défense aérienne de la Syrie...

L'Iran signe un nouvel accord avec le régime de Bachar El-Assad. Téhéran va aider la Syrie à renforcer ses systèmes de défense aérienne. Un accord militaire a été signé aujourd'hui sous le regard des caméras. L'Iran et la Russie sont les principaux alliés de Damas dans cette guerre qui a déjà fait plus de 380 000 morts et des millions de déplacés. La signature de cet accord intervient alors que les États-Unis veulent continuer à serrer l'étau autour de l'Iran qui est frappé par des sanctions économiques et un embargo sur les ventes d'armes. Un embargo qui pourrait être levé progressivement à l'automne, ce que Washington veut empêcher.

(Deutsche Welle, le 08-07-2020)

Selon le directeur du FBI, la Chine chercherait à manipuler l'opinion publique américaine...

Mardi 7 juillet, lors d'un colloque à Washington organisé par l'Institut Hudson, le chef du FBI Christopher Wray a dévoilé les tentatives de la Chine de dissuader les parlementaires et les membres du gouvernement américain de se rendre à Taïwan. Selon le directeur du FBI, Pékin use de tous les moyens pour atteindre son objectif, notamment en faisant pression sur les personnalités politiques via les médias ou les entreprises américaines ayant des intérêts sur le marché chinois, mais aussi via la corruption, le chantage ou encore l'échange de conditions. Christopher Wray a indiqué que ce problème se répandait déjà dans toutes les parties du territoire américain. Il a aussi affirmé que la Chine cherchait à manipuler l'opinion américaine afin d'ébranler les politiques du gouvernement et porter atteinte à la confiance des Américains dans leur démocratie et leurs valeurs.

(Radio Taïwan international, le 08-07-2020)

En Inde, nouvelle arrestation dans le cadre de l'enquête sur l'attaque terroriste de Pulwama...

L'Agence nationale d'investigation a arrêté un autre accusé dans le cadre de l'attaque terroriste de Pulwama. La personne arrêtée est un présumé terroriste qui a hébergé et fourni un soutien logistique aux terroristes du JeM impliqués dans l'attaque. Il s'agit de la septième arrestation effectuée par l'Agence nationale d'investigation (NIA) dans cette affaire jusqu'à présent. Le tribunal spécial de la NIA, à Jammu, l'a placé en détention provisoire pour dix jours. À Pulwama, quarante membres de la force de police de la réserve centrale ont été tués dans un attentat à l'explosif en février de l'année dernière. *(All India Radio, le 08-07-2020)*

Au Maroc, arrestation de quatre personnes soupçonnées de préparer des attaques terroristes...

Au Maroc, le ministère de l'Intérieur annonce ce matin le démantèlement d'une cellule terroriste à Nador. Quatre personnes ont été arrêtées. Proches du groupe État islamique elles prévoient de mener plusieurs attaques dans le royaume. *(Médi-1, le 07-07-2020)*

Au moins huit morts après l'attaque d'un convoi par des inconnus armés dans le nord du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, au moins huit personnes dont cinq militaires et le maire de Pensa, Souleymane Zabre, ont été tués ce lundi dans une embuscade sur l'axe Barsalogo-Pensa dans le nord du pays. Selon des sources sécuritaires et locale, des individus armés ont attaqué un convoi du maire qui était escorté par des volontaires de défense de la patrie, corps des civils volontaires voulant participer à la lutte contre le djihadisme à Yentega. *(La voix de l'Amérique, le 07-07-2020)*

C'est alors qu'il allait dans la ville voisine de Barsalogo que Souleymane Zabre, le maire de la commune de Pensa, a été assassiné. Il est 8 heures ce lundi matin quand l'édile et ses gardes tombent dans une embuscade. Ils sont mitraillés. Quelques gardes parviennent à se retirer et lancent l'alerte. Venant à la rescousse, une patrouille de l'armée tombe également dans le piège. Six soldats sont tués ainsi que trois villageois, des engagés volontaires aux côtés de l'armée dans la lutte contre le terrorisme. Le corps du maire sera retrouvé plus tard. Il est criblé de balles, aucune trace de son véhicule. Souleymane Zabre était aussi chef coutumier. *(Radio Vatican, le 08-07-2020)*

Au moins huit militaires tchadiens tués par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule près de la frontière nigériane...

Au moins huit soldats tchadiens ont été tués mercredi, et une dizaine blessés, dans l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule à Kalam, dans la région du lac Tchad en proie au conflit contre Boko Haram, selon des sources sécuritaires et une autorité locale. « Un véhicule de l'armée tchadienne a sauté mercredi sur une mine à Kalam, proche de la frontière avec le Nigeria, et a fait huit morts et vingt-et-un blessés » a déclaré à l'AFP un haut responsable de l'armée tchadienne sous couvert d'anonymat. « Le véhicule de la gendarmerie se rendait à Kalam quand il a sauté sur une mine, l'attaque a fait neuf morts et onze blessés » a indiqué pour sa part à l'AFP une autorité locale. Le bilan de neuf soldats tchadiens tués dans l'explosion d'une mine a été confirmé à l'AFP par une source sécuritaire au Nigeria. Selon cette source, l'engin explosif aurait été placé par des éléments du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), faction ayant fait scission en 2016 du groupe Boko Haram. Les sources tchadiennes parlent de leur côté d'une attaque de Boko Haram. Dans l'explosion de cette mine, mercredi, un commandant de la gendarmerie a notamment trouvé la mort, selon le haut responsable militaire tchadien. *(Africa Radio, le 09-07-2020)*

Au moins 35 militaires nigériens tués dans une embuscade menée par des membres présumés du groupe État islamique...

Au Nigeria, 35 soldats ont été tués et 30 sont toujours portés disparus dans l'attaque contre un convoi militaire, mardi, dans le nord-est du pays. Des combattants présumés du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest ont tendu une embuscade à des soldats sur une route située à 40 kilomètres de Maiduguri, capitale de l'État de Borno. Un précédent bilan faisait état de 23 soldats tués. « Nous avons

perdu 35 soldats, 18 sont blessés et 30 sont toujours portés disparus » a fait savoir hier une source militaire sous couvert d'anonymat. Une autre source au sein des milices civiles d'autodéfense qui combattent aux côtés de l'armée a confirmé ces derniers nouveaux bilans. « On ignore si les 30 soldats disparus sont toujours en vie ou non » a-t-elle poursuivi. Les djihadistes qui ont fait exploser un char blindé ont également saisi 8 pick-up surmontés de mitrailleuses, du matériel militaire et des équipements de communication. L'armée nigériane a confirmé cette attaque dans un communiqué, faisant état seulement de 2 soldats tués et 4 blessés, ajoutant que 17 insurgés ont été abattus.
(*La voix de l'Amérique, le 10-07-2020*)

En Allemagne, l'attentat du 26 septembre 1980 à Munich officiellement reconnu comme une attaque terroriste d'extrême-droite...

En Allemagne, le parquet fédéral conclut une longue enquête sur un attentat en Bavière. Un attentat perpétré le 26 septembre 1980 contre la fête de la bière à Munich. Les procureurs fédéraux ont conclu qu'il s'agissait clairement d'une attaque terroriste d'extrême-droite, après avoir épluché plus de 300 000 documents et interrogé des milliers de témoins. Les enquêteurs ont en revanche abandonné l'idée de complicité extérieure à l'auteur de l'attentat Gundolf Koehler. L'étudiant âgé de 21 ans avait posé une bombe dans une poubelle à l'entrée de la fête. Bilan : 13 morts, dont l'auteur, et plus de 200 blessés. Gundolf Koehler fréquentait activement des milices néo-nazies.
(*Deutsche Welle, le 08-07-2020*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Israël annonce avoir lancé avec succès un nouveau satellite de reconnaissance...

Le ministère israélien de la Défense et l'entreprise israélienne aéronautique Israel Aerospace Industries ont lancé avec succès un satellite de reconnaissance, d'après le communiqué officiel israélien qui parle d'un engin électro-optique aux capacités avancées. Aucun autre détail n'a été fourni sur la mission du satellite *Ofek 16*, mais selon la radio publique israélienne, il entrerait dans le cadre de la surveillance des activités nucléaires de l'Iran.
(*Deutsche Welle, le 06-07-2020*)

Le mandat du chef du Mossad prolongé par le Premier ministre israélien...

Après une semaine marquée par une série d'explosions sur des sites nucléaires iraniens, attribuées par des analystes à Israël, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a annoncé dimanche qu'il prolongerait le mandat du chef du Mossad Yossi Cohen jusqu'en juin 2021. Yossi Cohen est considéré comme un proche conseiller et confident de Benjamin Netanyahu, qui l'a nommé à la tête du Mossad en janvier 2016 pour succéder à Tamir Pardo. Le mandat de Yossi Cohen devait prendre fin en janvier 2021. « Compte tenu des problèmes de sécurité auxquels l'État d'Israël est confronté, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a demandé au chef du Mossad, Yossi Cohen, de prolonger son mandat de six mois supplémentaires » a déclaré le bureau du Premier ministre dans un communiqué. « Le chef du Mossad, qui a accepté la demande du Premier ministre, entamera en janvier sa sixième année à ce poste. Il sera remplacé en juin 2021 » précise le communiqué. *Channel 12* a rapporté que la décision de Benjamin Netanyahu aurait violé l'accord de coalition avec le chef de file de Bleu Blanc, Benny Gantz, qui prévoit pour ce dernier un droit de veto concernant les nominations à des postes élevés.
(*I24News, le 07-07-2020*)

Des attaques iraniennes contre des missions diplomatiques israéliennes auraient été déjouées par le Mossad...

L'agence d'espionnage du Mossad a récemment réussi à déjouer des attaques iraniennes contre des missions diplomatiques israéliennes en Europe et ailleurs, a rapporté lundi soir *Channel 12*. La chaîne a également indiqué que les noms des pays concernés restaient secrets, mais que la coopération avec ces derniers avait contribué à déjouer les attaques. Aucun autre détail n'a été dévoilé et aucune source n'a été nommée. En 2012, l'Iran et le groupe terroriste du Hezbollah ont apparemment tenté de mener un certain nombre d'attaques contre des missions diplomatiques israéliennes en Inde, en Géorgie, ou encore en Thaïlande. Selon *Channel 12*, une attaque contre les installations nucléaires de Natanz en Iran, imputée à Israël, a réussi à retarder le programme d'enrichissement de Téhéran de deux ans, citant des estimations des services de renseignement. Un reportage diffusé dimanche par la chaîne israélienne *13* a lui affirmé que l'attaque n'avait retardé le travail que d'une seule année.
(*I24News, le 07-07-2020*)

À Hong Kong, inauguration officielle du bureau des services de renseignement chinois...

Des agents des services de renseignement chinois vont pouvoir désormais opérer ouvertement sur le territoire de Hong Kong. La Chine a inauguré ce matin en grande pompe son Bureau de défense de la Sécurité nationale dans le centre financier de l'ancienne colonie britannique, dans un hôtel surplombant le parc Victoria, lieu de rassemblement des pro-démocratie. Ce bureau servira à Pékin à veiller à la bonne application de la loi controversée sur la Sécurité nationale imposée par Pékin à Hong Kong. Elle est entrée en vigueur lundi dernier.

(Radio Vatican, le 08-07-2020)

La Chine peut désormais mener ouvertement des opérations sécuritaires à Hong Kong. Une semaine après l'entrée en vigueur de la loi sur la Sécurité nationale imposée par Pékin, un Bureau de défense de la Sécurité nationale a été inauguré en grande pompe ce matin sur l'île. L'emplacement du quartier général en dit long sur sa mission. Il est situé dans un hôtel qui surplombe le parc Victoria, traditionnel lieu de rassemblement des manifestants pro-démocratie. Le bureau abritera des agents des services de renseignement chinois chargés d'enquêter et de poursuivre les personnes accusées d'avoir porté atteinte à la Sécurité nationale à Hong Kong. La chef du gouvernement Carrie Lam a salué un moment historique.

(Deutsche Welle, le 08-07-2020)

Téhéran aurait tenté d'acquérir des marchandises illicites, selon le service de renseignement intérieur allemand...

Le régime iranien a tenté d'acquérir des marchandises illicites en vue d'une utilisation pour son programme nucléaire, a révélé jeudi le service de renseignement intérieur de l'Allemagne dans un rapport. Selon le document, en 2019, le BfV (Service fédéral de renseignement intérieur) n'a pu trouver que quelques signes révélant que Téhéran avait tenté d'acheter des matériaux à destination de son programme nucléaire. Or, une fois que l'approche méthodologique relative à l'achat de ces marchandises a été changée, les résultats indiquent que l'application des marchandises dans un programme nucléaire et/ou les connaissances disponibles sur le destinataire final révèlent la possibilité d'un approvisionnement en vue de la prolifération nucléaire. Le rapport précise toutefois que ces achats n'ont fourni aucune preuve d'une violation du JCPOA en Allemagne.

(I24News, le 10-07-2020)

Enquête allemande après la découverte d'un espion présumé au sein du service de presse d'Angela Merkel...

En Allemagne, la police a ouvert une enquête contre un présumé espion au sein du service de presse de la chancelière Angela Merkel. L'homme est soupçonné d'avoir travaillé pendant des années pour le compte d'un service de renseignement égyptien, a indiqué le service de renseignement intérieur allemand dans un rapport. L'ouverture d'une enquête date de décembre 2019, selon les autorités. Aucune information n'a été donnée pour l'instant sur son identité.

(Deutsche Welle, le 10-07-2020)

À Paris condamnation de deux anciens employés de la DGSE accusés de trahison au profit de la Chine...

Deux ex-agents secrets français qui étaient jugés aux assises pour avoir trahi au profit de la Chine ont été condamnés vendredi à Paris à 8 et 12 ans de prison, lors d'un procès qui s'est tenu à huis clos, relate l'AFP. Les deux hommes sont d'anciens agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), le service d'espionnage français. Ils se sont côtoyés au contre-espionnage. Ils étaient jugés pour livraison d'information à une puissance étrangère, atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation, intelligence avec une puissance étrangère. Pierre-Marie H., 69 ans, ancien fonctionnaire civil de défense, a été condamné à 12 ans de détention criminelle. Le parquet général avait requis contre lui la peine maximale encourue, 15 ans. Henri M., 73 ans, un militaire de carrière qui a passé une partie de sa vie en Chine, a pour sa part été condamné à 8 ans d'emprisonnement, alors que le parquet général en avait requis 10. L'épouse de Pierre-Marie H., qui comparait pour recel de biens provenant d'intelligence avec une puissance étrangère de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, a elle écopé de quatre ans d'emprisonnement dont deux avec sursis. La cour d'assises, composée uniquement de magistrats professionnels, a prononcé à l'égard de tous les trois une peine complémentaire de privation de droits civiques pendant 10 ans. Les informations sont rares. C'est une

affaire de pénétration par une puissance étrangère des services de renseignement français, a déclaré l'avocate générale lundi, avant de demander le huis clos. Une demande qui a été acceptée. « Il paraît nécessaire non seulement de protéger les personnes amenées à témoigner et d'empêcher la divulgation d'informations touchant à la défense nationale » a expliqué le président. Les anciens agents ont été mis en examen et placés en détention provisoire en décembre 2017, alors qu'ils étaient déjà à la retraite. Vingt ans plus tôt, Henri M. avait été nommé représentant officiel de la DGSE à Pékin. Mais il a été rappelé en France début 1998, après avoir entamé une liaison avec l'interprète chinoise de l'ambassadeur. Il a pris sa retraite quelques années plus tard et est retourné en Chine en 2003, où il a épousé l'ex-interprète. Pierre-Marie H. s'est fait arrêter à l'aéroport de Zurich avec de l'argent liquide après avoir rencontré un contact chinois sur une île de l'océan Indien. Lui n'a jamais été en poste à l'étranger. Comme l'a souligné lundi l'avocate générale, c'est un procès rare par les qualifications, rare par la qualité des accusés, rare par la période de prévention.
(Radio Sputnik, le 11-07-2020)

... MILITAIRE ...

Un militaire angolais tué en République démocratique du Congo lors d'un incident frontalier...

En République démocratique du Congo, un militaire angolais est mort hier tué accidentellement par des militaires congolais, selon le ministre de l'Intérieur de la province de Kasaï. Le militaire angolais aurait ouvert le feu et blessé un agent congolais de l'Agence nationale des renseignements. Il serait mort dans des tirs de riposte. La République démocratique du Congo dénonce régulièrement des incursions étrangères sur son territoire.
(Médi-1, le 06-07-2020)

La Chine aurait commencé à retirer ses troupes de la frontière contestée dans l'Himalaya, selon New Delhi...

D'après les autorités indiennes, la Chine a commencé à retirer ses troupes de la frontière commune contestée dans l'Himalaya. Des soldats auraient été observés en train de démonter des tentes et d'autres équipements. En juin dernier, les soldats des deux pays avaient combattu à la frontière contestée. Côté indien vingt soldats ont été tués. La Chine a admis avoir subi des pertes, mais n'a pas donné de chiffres.
(Deutsche Welle, le 06-07-2020)

L'heure est à l'apaisement entre la Chine et l'Inde. Trois semaines après la mort de vingt soldats indiens dans des combats avec l'armée chinoise à l'ouest de l'Himalaya, les deux pays se sont mis d'accord pour replier leurs troupes massées le long de la ligne de démarcation dans la région du Ladakh. Cette désescalade ne signifie pas que ce conflit vieux de soixante ans soit réglé. L'Inde continue de revendiquer la région chinoise de l'Aksai Chin, à l'est du Ladakh. Pour l'instant cette évacuation d'environ un kilomètre ne concerne que deux secteurs sur cinq. Delhi exige notamment que Pékin évacue ses soldats massés au bord du lac de Pangong au Ladakh, dans ce qu'elle considère comme un territoire indien. La crise n'est donc pas terminée et elle laissera des traces. L'Inde semble avoir été pris de court par le déploiement militaire chinois à tel point que le gouvernement a dû passer en urgence des commandes d'armement à la Russie, notamment trente-trois avions de chasse.
(Radio Vatican, le 08-07-2020)

Selon CNN, des photos satellites établiraient le développement de têtes nucléaires dans la ville nord-coréennes de Wollo-ri...

De nouvelles images satellites montrent que la Corée du Nord est en train de développer des têtes nucléaires dans la ville de Wollo-ri, près de sa capitale, P'yongyang. Ce site n'a pas été déclaré comme abritant des installations nucléaires. À en croire la chaîne américaine CNN, qui a obtenu des photos prises hier par Planet Labs, des équipements de surveillance, des tours d'habitation, un monument à la mémoire des visites des dirigeants du pays ou encore une installation souterraine y sont visibles. Après avoir analysé ces images, Jeffrey Lewis, directeur du Programme sur la non-prolifération en Asie orientale à l'Institut Middlebury des études internationales de Californie, a notamment fait état de camions et de véhicules pour conteneurs maritimes. Cela signifie, selon lui, que l'usine tourne à plein régime et que P'yongyang n'a pas ralenti son activité nucléaire, même pendant les négociations avec Washington. Le chercheur a aussi affirmé avoir observé longtemps la zone de Wollo-ri et avoir appris qu'elle était liée au programme nucléaire. Les installations de cette région avaient déjà été identifiées

en 2015 par des chercheurs du Centre James Martin pour les études sur la non-prolifération. Cependant, ces chercheurs ont choisi de ne pas les divulguer, puisqu'à l'époque, il était difficile pour eux de se rendre compte de leur rôle dans le programme nucléaire nord-coréen. La CIA et le Pentagone ont refusé de commenter le possible lien entre ce programme et le site de Wollo-ri. Les autorités militaires et de renseignement sud-coréennes ont quant à elles démenti l'information, la qualifiant de différente des faits. Elles ont précisé que les installations en question n'étaient pas importantes dans le programme de développement nucléaire du Nord.
(KBS World Radio, le 09-07-2020)

La Royal Air Force appelée en renfort pour transporter des militaires canadiens en Europe...

Des militaires canadiens ont été contraints de demander l'aide de l'armée britannique pour du transport de troupes en direction de la Lettonie en raison d'un manque d'avions *Polaris* CC-150. Le contingent militaire canadien, qui est arrivé en Lettonie en janvier dernier, doit être remplacé en juillet. Il était prévu que l'un des trois avions *Polaris* CC-150 des Forces armées canadiennes quitte la base de Trenton, en Ontario, avec environ 120 soldats mercredi dernier avant de ramener au pays ceux stationnés en Lettonie. Or, la porte-parole du ministère de la Défense nationale, Jessica Lamirande, explique que l'avion a présenté des ennuis de train d'atterrissage. Puisque l'autre *Polaris* apte à voler n'était pas disponible, le Canada a dû faire appel au Royaume-Uni, qui a mis en service l'un de ses avions *Voyager* A330 qui a quitté Trenton jeudi. Le troisième *Polaris*, qui sert habituellement à transporter le Premier ministre du Canada, ne sera pas disponible avant janvier prochain. Il a subi un incident dans un hangar en octobre dernier. Le Canada a déployé 540 militaires en Lettonie, qui font partie d'une force multinationale de l'OTAN de 1 500 soldats également déployée en Estonie, en Lituanie et en Pologne.

(Radio Canada international, le 10-07-2020)

Un jet privé immatriculé aux États-Unis abattu dans l'espace aérien du Venezuela...

Un avion immatriculé aux États-Unis et qui aurait transporté de la drogue a été « neutralisé » le 7 juillet par des militaires vénézuéliens dans l'espace aérien du pays, annonce le Commandement stratégique opérationnel des forces armées boliviennes. Le Commandement stratégique opérationnel des forces armées boliviennes (CEOFANB) a annoncé la neutralisation d'un avion américain qui avait violé l'espace aérien du Venezuela. Selon lui, l'appareil transportait de la drogue. « Le CEOFANB rapporte que le Commandement général des forces aérospatiales vénézuéliennes a détecté un avion avec un numéro d'immatriculation américain dans l'espace aérien du pays dans la nuit du 7 juillet et a procédé à sa neutralisation avec des avions militaires, en vertu de la loi » indique le compte *Twitter* du Commandement. Selon le site *Flightradar24*, il s'agit d'un appareil privé *Hawker 800*. Le même jour, il avait également effectué un vol depuis la ville de Toluca au Mexique vers l'île de Cozumel en mer des Caraïbes. Aucune information officielle sur le lieu, le chargement et l'équipage n'a été fournie.

(Radio Sputnik, le 09-07-2020)

Au Japon, deux foyers de contamination au covid-19 détectés dans les bases américaines d'Okinawa...

Dans la préfecture méridionale d'Okinawa, 61 contaminations au coronavirus ont été signalées au sein d'une population liée à l'armée américaine. 38 cas proviennent de la base aérienne des *Marines* américains de Futenma et 23 du Camp Hansen. 16 cas avaient été préalablement signalés sur les deux sites. Le corps des *Marines* a fait savoir samedi, sur *Facebook*, que deux foyers de contamination avaient été détectés dans la semaine. Il précise que l'accès aux entrées des deux bases est désormais limité à certains personnels de l'armée. Samedi, le gouverneur d'Okinawa, Tamaki Denny, a déploré que nombre de ces contaminations surviennent au sein de l'armée américaine et sur une courte période, alors que des efforts ont été déployés dans toute la préfecture, pour la prévention des contaminations.

(Radio Japon international, le 12-07-2020)

... CYBERESPACE ...

En Inde, blocage de quarante sites internet de l'organisation Sikhs pour la justice...

Le ministère de l'Électronique et des Technologies de l'information a bloqué quarante sites web de Sikhs For Justice (Sikhs pour la justice) (SFJ), une organisation illégale en vertu des dispositions de la

loi sur la prévention des activités illégales. L'organisation a lancé une campagne pour enregistrer des sympathisants pour sa cause. Sur recommandation du ministère de l'Intérieur de l'Union, aujourd'hui, le ministère de l'Électronique a rendu des ordonnances en vertu des sections pertinentes de la Loi de 2000 relative à l'informatique pour avoir bloqué les sites web de SFJ.
(*All India Radio, le 06-07-2020*)

Facebook, Google et Twitter ne répondront plus aux demandes d'informations des autorités de Hong Kong...

Au nom du respect de la liberté d'expression, *Facebook, Google* et *Twitter* ne répondront plus aux demandes d'informations sur leurs utilisateurs émanant du gouvernement et des autorités de Hong Kong. L'application *TikTok*, très populaire chez les jeunes, ne sera plus elle disponible dans le territoire autonome à cause de la loi sur la Sécurité nationale qui est imposée par la Chine. Ce matin, l'article 43 de cette loi, celui relatif à la liberté d'expression, est entré en vigueur à Hong Kong. L'article autorise notamment les forces de l'ordre à censurer les messages publiés sur les réseaux sociaux si ceux-ci sont considérés comme dangereux pour la Sécurité nationale.
(*Radio Vatican, le 07-07-2020*)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Le Japon à la recherche d'une collaboration internationale dans le cadre de la conception d'un nouvel avion de combat...

Les responsables nippons de la défense prévoient d'accélérer les discussions avec leurs homologues britanniques et américains sur leur coopération dans la conception d'un nouvel avion de chasse par le Japon. Le gouvernement japonais souhaite adopter un point de vue de collaboration internationale pour mener le développement d'un nouvel avion de chasse furtif, qui remplacera le F-2 des Forces d'autodéfense japonaises aériennes. Il est prévu que les FAD arrêteront d'utiliser les F-2 d'ici 2035 environ. Les responsables proposent de commencer à fabriquer un prototype pendant l'année fiscale 2024 et de lancer la production de masse en 2031. Ils expliquent qu'ils vont mettre en place des directives pour la conception de l'engin d'ici un mois et sélectionner des fabricants japonais d'ici la fin de l'année. Les responsables vont aussi préparer un cadre de base pour orienter la collaboration internationale avant fin 2020. Ils négocient déjà avec les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni et avec des responsables d'entreprises de ces deux pays. La collaboration avec les États-Unis pourrait aider le Japon à garantir une interchangeabilité opérationnelle avec son allié. Et le Royaume-Uni se prépare aussi à lancer le développement d'un nouvel avion de chasse avec un emploi du temps similaire à celui du Japon.
(*Radio Japon international, le 08-07-2020*)

Washington approuve la vente au Japon de 105 avions de combat furtifs F-35...

Face notamment à la modernisation rapide de l'armée chinoise, le Japon a décidé de se réarmer 75 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Suivant le plan quinquennal voté il y a deux ans maintenant, Tokyo a acheté pour plus de 23 milliards de dollars 105 avions américains, des furtifs F-35. Washington a en effet approuvé cette nuit la vente qui renforcera la sécurité d'un allié majeur dans la région, explique le département d'État américain.
(*Radio Vatican, le 10-07-2020*)

Le département d'État américain a approuvé une possible vente d'avions de combat furtifs, 105 F-35, au Japon. La décision a été notifiée au Congrès jeudi. Elle concerne un contrat de vente d'avions, 63 F-35A et 42 F-35B pour une valeur de 23,1 milliards de dollars. C'est le deuxième contrat de vente d'équipements militaires le plus important signé entre les États-Unis et un pays étranger, après la vente de jets de combat à l'Arabie saoudite. Un responsable du département d'État américain a déclaré à la *NHK* que cet accord allait permettre au Japon de renforcer ses capacités de défense tout en soutenant l'économie et l'emploi aux États-Unis.
(*Radio Japon international, le 10-07-2020*)

Londres reprend la délivrance de licences d'exportation d'armes à l'Arabie saoudite...

Le Royaume-Uni a annoncé la reprise de la délivrance de licences d'exportation d'armes à l'Arabie Saoudite, après s'être conformé, l'année dernière, à une décision de justice qui lui interdisait d'effectuer

de telles ventes à Riyad, de crainte que ces armes ne soient utilisées dans la guerre du Yémen. C'est ce qui ressort d'un communiqué rendu public par la ministre britannique du Commerce, Elizabeth Truss, relayé par le quotidien *The Guardian*. « Le gouvernement a repris les décisions qui faisaient l'objet d'une révision judiciaire sur une base juridique valide, comme cela avait été requis par la décision prise, l'année dernière, par la Cour d'appel » lit-on dans le communiqué. « Sur la base de ce qui précède, l'engagement pris par mon prédécesseur, Liam Fox, auprès de la Cour de ne pas accorder de nouvelles licences d'exportation d'armes ou du matériel militaire à l'Arabie Saoudite compte tenu de la possibilité de leur utilisation au Yémen, n'est plus en vigueur ». Le Royaume-Uni est classé sixième exportateur d'armes au monde après les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine, selon l'Institut international de Stockholm pour les recherches s la paix. Selon plusieurs médias, les achats saoudiens ont représenté 43% de la totalité des ventes d'armes britanniques, au cours de la décennie écoulée.

(La voix de la Turquie, le 08-07-2020)

Washington approuve la vente à Taïwan de pièces détachées permettant de prolonger la durée de vie de ses missiles *Patriot*...

Le département d'État des États-Unis a approuvé la demande de Taïwan de mettre à jour ses missiles avancés *Patriot 3* (PAC-3). Le projet concerne la vente de pièces des missiles afin de prolonger leur durée de vie de 30 ans, pour un coût estimé à 620 millions de dollars américains. Dans un communiqué publié hier, l'Agence de coopération en sécurité défense (DSCA) annonce avoir notifié le Congrès de ce nouveau dossier de vente d'armement défensif qui inclut les tests et la maintenance du système de missiles et des composants qui seront essentiellement confiés à la société Lockheed Martin, spécialisée dans les technologies militaires avancées. Le palais présidentiel et la diplomatie taïwanaise ont remercié le département d'État américain pour cette décision qui témoigne de la solidité du partenariat bilatéral en matière de Sécurité nationale et de défense, rappelant l'engagement de Taïwan pour la paix et la stabilité dans la région Indo-pacifique.

(Radio Taïwan international, le 10-07-2020)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30